

# Si nous ne pensons pas aujourd'hui.

## 1.

### **Dur de réfléchir**

Ça filtrait depuis quelques jours dans la presse, mais le 13 avril le président de la République l'a confirmée : le 11 mai marquera la fin du confinement. Nous pourrons à nouveau sortir. Reprendre. Le travail d'abord, mais aussi l'école, le collège, le lycée et les visites aux amis, à la famille ; plus tard, rien n'est vraiment clair sur quand et comment, ce sera les kebabs, la piscine, les bars, le cinéma...

Sortir de notre isolement, recommencer à vivre.

Cette période, a ramené la grande majorité d'entre nous à une condition assez similaire, quelque chose de petit : travail, yoga, un peu les enfants, quelques coups de fil, jogging, netflix ; quelque chose d'amputé montrant assez cruellement qu'on ne se suffit pas, comment tout ce qu'on entreprend (voyage, études, travail), les gens qu'on fréquente, rencontre, les espace qu'on parcourt et même certains moments insignifiants de notre quotidien (la cantine, un café au comptoir, les trajets après et avant le taff) constituent ce qu'on appelle vivre.

Enfermé et isolé, l'impuissance et les incapacités de l'individu retranché sont criantes. Seul on pense mal, on est submergé ; calfeutré on s'occupe, on se distrait plus qu'on ne fait.

Le pire des moments pour lutter ou simplement penser la lutte et **pourtant cette séquence**, plus sans doute que la précédente, celle des gilets jaunes, **nécessite que nous réfléchissions intelligemment et efficacement à ce qui est en cours**. La situation politique, économique, sociale change rapidement. Le confinement avec ses restrictions, attestations et contrôles à déjà une sale gueule, mais l'après : la remise au travail du pays, accompagné de ses galères pour trouver du taff, avoir de la thune, garder ses droits et ses congés, ne s'annonce pas plus joyeuse.

## 2.

### **Un point « *comme on peut* » sur la situation.**

La diffusion du virus depuis la Chine puis l'Asie jusqu'à l'Europe et au reste du monde, suivi du confinement généralisé de la moitié des habitants de la planète, a, me semble-t-il, quatre grandes conséquences.

## **L'économie**

La première conséquence du confinement, à laquelle on pense c'est bien sûr son impact sur l'économie. Le confinement ébranle trois piliers essentiels du modèle capitaliste.

**La production** : beaucoup de monde chez soi, beaucoup moins dans les usines, les entreprises et donc chute de la production. **La consommation** : cascade de gens qui perdent leur travail et tout ou partie de leurs revenus, donc dégringolade de la consommation. Et dernier pilier affecté, mais non des moindres, **la distribution** : frontières fermées, pour les corps mais aussi pour les marchandises (surtout dans les premiers temps de la crise) certains transports qui ne fonctionnent plus ou très mal comme l'avion et surtout nœuds de distribution fortement ralentis (des ports de commerces aux plateformes Amazon) ce qui impacte l'ensemble du système de production fonctionnant en grande partie sur le principe du flux tendu (très peu de stocks, approvisionnement permanent).

La crise que traverse l'économie mondial est très différentes de celle de 2008. Celle-ci avait commencé dans le secteur de la finance (assurances, banques, boîtes de trading, de conseils, de gestion de portefeuilles etc..), un secteur central pour le fonctionnement du capitalisme actuel puisque c'est lui qui fournit aux entreprises les ressources nécessaires à leur investissement. Par ailleurs c'est en grande partie la valeur boursière d'une entreprise qui définit, pour les structures importantes, sa capacité à emprunter, investir et donc *in fine* à survivre au sein de la compétition capitaliste.

**Cette fois-ci la crise ce joue à un niveau plus fondamental du capitalisme**, pour le dire de manière disgracieuse elle affecte non pas l'organisation du système, mais sa possibilité même de fonctionner. Cette crise est bien plus brusque que celle de 2008, bien plus rapide et aura des conséquences sans doute plus importantes sur une période plus longue.

Les quelques chiffres que se risquent encore à publier les institutions économiques ou statistiques, (ainsi que leur perpétuelle réévaluation vers des pronostics plus sombres) sont des indicateurs de la puissance de la crise qui s'installe.

Lundi 13 avril, le FMI parlait d'une diminution probable de 3 % du PIB mondiale sur l'année (ou récession de 3%). Un chiffre, qui, au dire de l'institution elle-même, serait sans doute revu à la baisse.

**Aux États-Unis**, première puissance économique de la planète, au cours des trois premières semaines de confinement **16,8 millions d'Américains ont fait une demande d'allocations chômage**. Cela correspond à 11 % de la population active (ensemble des personnes ayant un emploi ou cherchant à travailler). Des économistes pronostics déjà une sortie de crise avec entre un cinquième et un tiers de la population active au chômage<sup>1</sup>.

En France, la crise s'annonce de façon aussi abrupte. En quatre semaines de confinement, huit millions de personnes (sont) au chômage partiel en France, un recul massif de l'activité ( - 36 % ) et des dizaines d'entreprises en cessation de paiements.

---

<sup>1</sup> C News, États-Unis : *Plus de 10 % de la population active tombée au chômage en trois semaines*, 9 avril 2020

Le 8 avril la Banque de France publiait des chiffres provisoires sur les résultats économiques de la France au premier trimestre de 2020. L'institution estime que sur cette période, **Le PIB a connu une chute de 6 %**, soit le pire résultat trimestriel pour l'économie française depuis 1945.

*« L'OCDE estime que pour chaque mois confiné, le produit intérieur brut des grandes économies chutera de 2%. La Banque Centrale européenne prévoit 5% de récession en 2020 pour la zone euro, soit autant que la baisse de l'activité économique entre fin 2007 et début 2009<sup>2</sup>. »*

Concrètement cette récession va se traduire par la fermeture de dizaines d'entreprises et le licenciement de leurs employés faute de pouvoir faire face aux traites bancaires, aux salaires, aux loyers, à toutes les charges que les entreprises ne peuvent supprimer durant le confinement.

Les grands groupes vont certainement se restructurer et tenter d'éviter la faillite en liquidant les branches les moins rentables de leur activité, ce qui poussera des centaines d'employés au chômage. La décision de Lufthansa annoncé à la presse le 7 avril, de fermer sa filiale et de vendre une partie de sa flotte semble annoncer ce mouvement.

**L'effet domino jouant à plein régime, la destruction d'emploi engendrera la destruction d'emploi dans un cercle vicieux que les États et les institutions mondiales auront du mal à stopper malgré les moyens déployés.**

Bien que cette crise ne soit pas interne au capitalisme, (contrairement à 2008 ce n'est pas la mécanique de ce système qui l'a déclenché) c'est bien la mécanique du capitalisme qui engendre une chute si brutale de l'économie et **il est illusoire de croire que l'économie va repartir à après le dé-confinement<sup>3</sup>** comme si l'on avait simplement appuyé sur pause. Combien d'entreprises auront déposé le bilan ? Combien de salariés, de précaires seront complètement rincés après le confinement et réduiront drastiquement leur consommation ? **Une crise comme celle-ci, ça dure.**

Pour ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre (les prolétaires), cette récession va se traduire par : chômage de masse, baisse de revenus, de garanties sociales et des conditions de vie.

**À ceux qui travailleront**, on demandera très certainement des efforts considérables, des « sacrifices », afin de faire repartir la croissance<sup>4</sup>. Cela voudra dire : travailler plus, céder des congés payés à l'entreprise, voire son salaire baisser. Cette logique a commencé à se mettre en place dès le vote de la loi sur l'État d'urgence sanitaire le 23 mars 2020, (valable jusqu'au 31 décembre) qui connaît déjà ses premières applications.

---

<sup>2</sup> France culture, *Coronavirus : le « Quoi qu'il en coûte », en 6 questions* ; 28 mars 2020

<sup>3</sup> Le dé-confinement de qui d'ailleurs, alors que la maladie semble faire des va et vient comme c'est le cas par exemple en Asie, certains scientifiques parle de mesures de confinement par épisodes peut être jusqu'en 2022. (Les Echos, 15 avril 2020)

<sup>4</sup> « *Le redressement sera long et il passera par le désendettement du pays* », a insisté Le Maire. En revanche sa secrétaire d'État Agnès Pannier-Runacher est allé plus loin dans le « comment » en affirmant samedi qu'« *il faudra probablement travailler plus que nous ne l'avons fait avant. Il faudra mettre les bouchées double pour créer de la richesse collective.* » Une sortie gouvernementale dans la droite ligne de celle du patron du Medef. « *Il faudra bien se poser tôt ou tard la question du temps de travail, des jours fériés et des congés payés pour accompagner la reprise économique et faciliter, en travaillant un peu plus, la création de croissance supplémentaire.* »

Libération, Après les beaux discours, la contre offensive néolibérale, Libération 14 avril 2020

« Les deux géants français de la construction automobile ont de leur côté conclu des accords avec plusieurs syndicats pour récupérer des jours de congés payés en échange d'une meilleure indemnisation du chômage partiel. Chez PSA, FO, la CFE-CGC, la CFTC et la CFDT ont donné leur aval pour un maintien des salaires à 100 % (au lieu de 84 % prévus par la loi) pour les employés placés en activité partielle moyennant le renoncement à une semaine de congés payés [...]. »<sup>5</sup>

**Pour ceux qui n'auront pas d'emploi, les bénéficiaires des aides sociales**, l'État aura peut être des exigences de travail qui conditionneront l'attribution de prestations sociales (RSA, Chômage CAAF), une demande de participation à l'effort de remise en route de « l'économie nationale. ». Et de toute évidence il sera tenté de revoir les prestations à la baisse, rogner sur ce poste de dépense après avoir massivement emprunté sur le marché de la dette pour financer ses plans de relance de l'économie. **Avec néanmoins cette difficulté que relancer la croissance passe par redonner aux français (et pas que) les moyens de consommer**<sup>6</sup>.

En tout les cas il est fort probable qu'une grosse partie de la « reprise économique » se fasse sur le dos des prolétaires avec ou sans emploi. **Pour les entreprises la logique est simple capter une partie plus importante de la valeur du travail, pour se remettre à flot et recommencer à investir (ou distribuer des dividendes)**. Pour l'État l'enjeu est bien évidemment de relancer l'économie mais son rôle dans la situation présente va au-delà de celui de premier soutien de l'économie nationale.

### ***Le retour de l'État***

En France l'État est très actif ; éducation, santé, culture, développement du territoire et même économie, il est dans tous ces domaines un acteur de premier ordre. Il n'y fixe pas seulement les règles, il intervient et prend en charge, au travers de la fonction publique et de participations financières, tout comme il organise, depuis les différents échelons qui le structurent (mairies, conseils généraux, conseils régionaux<sup>7</sup>, mais aussi agences régionales de santé ou directions régionales des affaires culturelles).

**Néanmoins cette crise sanitaire s'accompagne**, en France de même que dans la plupart des pays du monde, **d'un retour en force de l'État et plus précisément d'un État centralisé au fonctionnement pyramidal**, avec à son sommet le président de la république, le gouvernement et les services, fonctionnaires qui en dépendent directement.

C'est depuis ce sommet, de façon unilatérale, que sont décrétées les mesures de confinement, que s'organisent principalement la production et la distribution des masques, respirateurs et de certains médicaments. C'est depuis ce sommet que sont coordonnés

---

<sup>5</sup> L'Humanité, *Le Patronat veut faire payer la facture aux salariés*, 14 avril 2020

<sup>6</sup> Le gouvernement a d'ailleurs annoncé dans ce sens, le mercredi 15 avril, de larges distributions de primes aux soignants, aux fonctionnaires mais aussi aux foyers les plus pauvres, ce qui a évidemment comme fonction, entre autre chose de soutenir la consommation.

<sup>7</sup> La chose peut paraître paradoxale, mais la décentralisation, ne veut pas dire moins d'État. Au contraire même il y a bien plus de fonctionnaires avec la multiplication des échelons décisionnaires (aujourd'hui sur 5,5 millions de fonctionnaires, 1,8 million sont des fonctionnaires territoriaux) un maillage plus fin, une présence plus quotidienne et systématique de l'État.

les services hospitaliers et décidés des mesures sanitaires d'exception (transport de malades à travers la France, augmentation des lits en réanimation, déploiement d'un hôpital militaire à Mulhouse). Enfin c'est depuis ce sommet qu'une partie de l'aide aux plus démunis est mise en place (réquisition de logements, création d'une aide financière pour que les SDF puissent acheter des biens de première nécessité<sup>8</sup>, prime pour les foyers les plus démunis).

**Les autres échelons de l'État n'ont évidemment pas disparu**, l'Assemblée et le Sénat contrôlent (sobrement) l'action du gouvernement tandis que préfets, maires, présidents de département ou de régions appliquent sa politique. Ils le font avec une certaine attitude, plus ou moins de bonne volonté, tirant quelquefois la couverture à eux, **mais restent au final tributaire des décisions prises au sommet de l'État.**

Pour faire respecter cette organisation, dans la prise de décision et d'initiative en cette période de confinement, Christophe Castaner n'a pas hésité, par exemple, à faire appel aux préfets, directement placé sous ses ordres, afin qu'ils mettent fin aux arrêtés de certains maires rendant obligatoire le port du masque dans leurs communes.

*« Christophe Castaner, a demandé jeudi aux préfets de "retirer les arrêtés" pris par des maires pour rendre obligatoire le port de masque dans la rue contre "J'ai demandé aux préfets de prendre langue avec ces maires pour qu'ils retirent leurs arrêtés pendant toute la période du confinement" [...] »*

Procédure inhabituelle et particulièrement intrusive de l'*État central*, qui n'aurait sans doute pas eu lieu en d'autres temps.

Cette conséquence de la crise sanitaire, le « retour de l'État », **se caractérise également, et est produit, par la disparition de l'espace public.** La suppression presque totale de ce qui n'est pas le travail et la sphère domestique. Qui dit confinement dit absence de sitings, d'occupations, de blocages, de manifestations ; retrait des collectifs ou associations qui entreprennent des actions sociales, culturelles, politiques ; mais aussi simplement de l'utilisation de l'espace public comme autre chose qu'un lieu de passage (des soirées improvisées canettes, enceinte sur une place, aux périscolaires qui y organisent des jeux).

La rue est devenue en dehors du jogging, et des trajets pour aller aux courses ou au travail le domaine exclusif de la police. Des teufs organisés dans les bois, aux vélorutions, **des prises de rues façon gilets jaunes aux occupations de collectifs sans-papiers, disparition de ce qu'on appelle parfois en langage d'institution, la société civile.**

**En temps normal, celle-ci par ses actions, produit des formes de résistance/ et d'ailleurs aux politiques de l'État, à sa volonté de gestion d'un territoire et de ses habitants**, alors qu'actuellement les mesures de crises prises par le président et le gouvernement, s'appliquent dans la rue, à l'hôpital et à l'entreprise sans que rien ne semble pouvoir s'y opposer.

Il est évident que ceux qui gouvernent restent attentifs à différents éléments pour prendre leurs décisions : situation sanitaire et conseils scientifiques bien sûre, mais également santé économique du pays et tensions sociales le traversant. Néanmoins **cette période**

---

<sup>8</sup> Le Monde, Coronavirus : 15 millions de chèques-services créés pour les sdf, 1 avril 2020

<sup>9</sup> Europe 1 : Castaner s'oppose aux maires qui rendent les masques obligatoires, 9 avril 2020

**voit s'affirmer un État plus fort que ce à quoi nous étions habitués**, un État planificateur, à l'initiative et décisionnaire.

**Une transformation particulièrement visible dans le rapport de celui-ci aux entreprises.** Là où règne depuis de nombreuses années un laissez-faire économique et une valorisation de l'initiative privée, les entreprises doivent aujourd'hui se plier aux mesures de crises fixés par l'État : transformation de chaînes de production pour faire des masques ou des respirateurs, réquisitions de stocks, fermetures complète ou partielle d'une grande partie des commerces, usines, sociétés de transports etc...

**On peut dire quelque part que l'intérêt public est actuellement supérieur à l'intérêt privé<sup>10</sup>** et c'est de cette façon, que peut être comprise la décision judiciaire, particulièrement dure, prise par le tribunal de Nanterre contre Amazon.

*« Camouflet pour le géant Amazon en France. Le tribunal judiciaire de Nanterre (Hauts-de-Seine), dont dépend son siège français de Clichy-la-Garenne, vient ce mardi de lui ordonner, dans les 24 heures, de « restreindre l'activité de ses entrepôts aux seules activités de réception des marchandises, de préparation et d'expédition des commandes de produits alimentaires, de produits d'hygiène et de produits médicaux, sous astreinte, d'un million d'euros par jour de retard et par infraction constatée <sup>11</sup> ».*

Si la justice est la traduction (et la sédimentation) d'un rapport de force, il est clair que dans le moment présent même les plus grandes entreprises, d'habitudes en mesures de dicter leurs conditions en faisant du chantage à l'emploi et à la délocalisation, ne sont aujourd'hui en mesure de faire le poids face aux logiques sanitaires de l'État.

**Certains ont prétendu très rapidement que la crise sanitaire était marqué par une faillite de l'État. Nous pensons le contraire.** On peut discuter longtemps de la bonne ou mauvaise gestion de la crise par ce gouvernement, de son impréparation et de sa crédibilité aux yeux des français après des affaires comme celle des municipales, des masques ou de la chloroquine, il n'empêche que c'est bien l'État qui gère cette crise et l'ordre qu'il a mis en place avec un confinement aux restrictions sévères, est respecté par la grande majorité des français.

D'ailleurs, l'immense majorité des critiques, qu'on trouve dans les médias, sont d'ordres techniques et scientifiques, souvent portés par des médecins ou au nom d'autres approches de traitement (comme celle du Dr Raoult). **La légitimité de l'État à prendre en charge la crise** du coronavirus, à décider de mesures aussi contraignantes que celle du confinement, **n'est jamais remise en cause. Pas de faillite donc.**

Une des questions qui se pose à nous maintenant, est de savoir si ce retour de l'État va durer dans le temps. Nous avons toutes les raisons de penser que oui.

D'abord parce que les difficultés liées au coronavirus vont sans doute s'étaler dans le temps : deuxième vague, retour de l'épidémie, 6 % seulement de la population contaminée, immunité qui s'étirole avec le temps et difficulté donc de produire un vaccin **tout semble indiquer que ce confinement ne sera qu'une étape dans la lutte contre le Covid 19.**

---

<sup>10</sup> À condition de bien considérer l'intérêt public, comme intérêt de la sphère public, des différents organismes, ministères, institutions qui forment l'État, le constituant.

<sup>11</sup> Le Parisien, *Amazon condamné à ne plus livrer que les produits alimentaires, médicaux et d'hygiènes*, 14 avril 2020

Mais également en raison de la crise économique qui s'annonce. **Il est certain qu'il n'existe aucune possibilité d'autorégulation du système capitaliste qui ne soit pour toutes les populations du monde, une longue descente aux enfers.** Tous les États et institutions internationales (FMI, Banque Mondiale, ONU etc..) voudront enrayer cette crise, à coup de relance et d'aides aux pays et entreprises. On entend déjà des plans d'annonces pour l'économie et de soutiens aux populations les plus précaires partout autour de la planète.

Dans son discours du 13 avril, Emmanuel Macron proposait une initiative d'annulation massive de la dette des pays africains, propositions qui s'adressaient plus à ses homologues qu'à ses concitoyens. Pas de grandeur d'âme là dedans, l'Afrique est à la fois un marché en pleine croissance et un exportateur important (de matière première surtout, mais de plus en plus, d'objets manufacturés), personne n'a intérêt à ce qu'elle s'effondre économiquement sans parler des effets secondaires que cela aurait sur les pays africains.

Utiliser la puissance des États et des institutions pour limiter la casse économique, un enjeu qui, les gouvernants le savent, se jouera à l'échelle du monde plus qu'à l'échelle nationale.

### **Front commun**

Face aux moyens techniques dont il disposait (nombre de lits en réanimations, de masques, de tests), le gouvernement a choisi le confinement général comme principale arme pour lutter contre l'épidémie. Les moyens de police et donc le pouvoir de coercition de l'État n'étant pas illimités, **il fallait, pour que celui-ci soit tenu, une intériorisation massive de la contrainte.** Que les gens acceptent de rester chez eux.

C'est ce qui s'est passé, la plupart des français ne sortent pas où très peu et on voit des dizaines de personnes s'afficher sur les réseaux avec des slogans du type : « Stay home, save Lives », refrain scandé partout jusqu'à nausée. Rare de voir une interview d'un quelconque artiste ou intellectuel qui ne finisse pas par ces mots, plus **difficile d'entendre une voix qui remette en question le confinement sur un plan technique** (comme moyen de lutte contre le Covid) **ou fondamental** (sa légalité, sa légitimité, sa valeur).

**Mais quoi qu'on pense du confinement, force est de constater qu'il y a eu consentement collectif à son application.** Y voir une fabrication médiatique ou une manipulation politique serait stupide. Ce consentement repose bien plus sur le rapport de nos sociétés à la mort, une perception diffuse mais largement partagée de l'acceptable et de l'inacceptable en la matière. Et il semble clair que pour la plupart des français la mort de quiconque, si ce n'est de vieillesse, est devenu de l'ordre de l'inacceptable. On se doit de tout faire pour l'empêcher en tant que société, et en tant qu'individu.

C'est à partir de ce *sentiment partagé* que le président a cherché à construire l'Union nationale : temps mort, soyons tous unis contre la maladie.

Succès partiel car si de nombreuses critiques ont été faites au gouvernement concernant sa gestion pratique de la crise, presque toutes demandaient un confinement plus complet, ou des mesures de sécurité supplémentaire pour les travailleurs des secteurs ne pouvant ou n'ayant pas arrêté leurs activités<sup>12</sup>. **Elles ne**

---

<sup>12</sup> Les libraires indépendants, par exemple n'ont pas tant demandé la réouverture de leur boutique que l'interdiction pour des géants comme Amazon de continuer à vendre des livres pendant le confinement. Le communiqué du 18 mars, de leur syndicat, le SLF se terminait ainsi : « La poursuite des commandes

**remettent pas en question l'idée de faire front commun contre le virus au travers des mesures de distanciation sociales mais plutôt l'insuffisance et l'inapplication réelle de ces mesures** dans certains secteurs d'activités.

De tous les côtés de l'assemblée jusqu'au fameux monsieur madame tout-le-monde, semble régner un « tous ensemble citoyen » contre la maladie et la critique est très rarement à contre-courant.

En choisissant le confinement général comme façon de combattre l'épidémie, le gouvernement a produit un déplacement partiel dans la lutte contre le coronavirus d'une responsabilité collective (quel effort de la société face au virus) vers une responsabilité individuelle. **Chacun se retrouve (fictivement) dépositaire de la réussite ou non de la lutte contre l'épidémie.**

Ce pari sur le sentiment de responsabilité et de solidarité des français mais aussi sur leur peur de la maladie a porté ses fruits. Un de ces effets (volontaire de la part des gouvernants) est de jeter tout réfractaire, dans le champ de l'inacceptable, l'inentendable et l'inexcusable.

Il a été particulièrement frappant pour nous, de voir des séries de vidéos publiées sur des groupes gilets jaunes montrant, au début du confinement, des marchés où déambulaient de nombreux clients, avec des commentaires du type : « Elle est où la police dans ce genre de situation ? » Bien sûre ces vidéos ne représentaient qu'une partie des réactions au confinement, de ce que sont les cendres du mouvement du mouvement GJ, mais une partie non négligeable. Ce qu'elles disent c'est que jusque dans cette partie de la société particulièrement suspicieuse à l'égard du gouvernement actuel et en conflit ouvert avec lui, la logique du confinement ainsi que le rejet et la dénonciation de ses réfractaires à une place.

Ne pas respecter la distanciation sociale c'est forcément être un égoïste, ne penser qu'à soi et non pas aux gens qu'on risque de tuer, ni aux efforts de tous ces médecins, pompiers, infirmières etc... en train de se sacrifier pour nous. Le genre de discours qui rend fou ou réduit au silence.

**La multiplication des délations, des corbeaux, voisins qui dénoncent, familles qui balancent leurs moutons noirs démontrent, entre autres, la puissance de l'adhésion collective à la règle et la violence de la rupture avec ceux qui ne la respectent pas.**

*« En France, depuis l'annonce du confinement, comme toujours lorsque s'appliquent des mesures de police exceptionnelles – changements de régime, état d'urgence, guerres... –, les autorités notent une hausse significative de ces « signalements »<sup>13</sup> »*

*« Ce mail a sûrement déçu des vocations. La mairie du 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris l'a envoyé à ses administrés, le 19 mars : « La Préfecture de police nous informe recevoir de nombreux appels concernant le non-respect des mesures de confinement prévues par le gouvernement. (...) Cela sature le système d'urgence. »*

---

et des retraits de livres via la grande distribution ou Amazon représente une hérésie sanitaire et une concurrence déloyale et nous appelons le gouvernement à y mettre fin. »

<sup>13</sup> Le Monde, *Avec le coronavirus, le retour de « corbeaux »*, 10 avril 2020.

*Aussi, il est demandé de ne pas appeler le 17 pour signaler ces manquements aux règles de confinement<sup>14</sup>. »*

Pour le dire brièvement, il nous semble que la troisième conséquence importante, de la crise sanitaire c'est l'adhésion de beaucoup de français aux logiques et discours de l'État sur le confinement. Une unité citoyenne, autour du combat contre le Covid, produisant une fracture morale entre « ceux qui respectent » et ceux « qui ne respectent pas », « les gens de bien » et les autres.

### **La répression**

Bien que l'importante adhésion volontaire au confinement soit la principale raison de son succès la répression joue également un rôle. Faire rentrer ceux qui ne le veulent pas. L'activité des forces de l'ordre en cette période est marquée par **l'augmentation de leurs moyens, l'augmentation de leur champ d'action et enfin de leurs violences.**

Dès le début du confinement le quadrillage du territoire par les forces de l'ordre a augmenté de façon impressionnante, 100 000 gendarmes et policiers disséminés un peu partout en France pour assurer des contrôles<sup>15</sup>, soit 20 000 de plus que lors des grandes journées de manifestations gilets jaunes. Dispositif policier/ sur pratiquement tous les grands axes routiers, au nœud de circulation mais aussi sur les plages, en montagne, devant les supermarchés etc... Les grands moyens pour faire rentrer tout le monde chez soi.

Le 15 avril au soir, lors d'un point d'information, le ministre de l'intérieur assurait que la police avait effectué 12,6 millions de contrôles depuis le début du confinement et mis plus de 760 000 contraventions, une tous les seize contrôles, pas mal comme ratio.

Mais l'augmentation des moyens des forces de l'ordre n'est pas qu'une question d'effectif, les moyens techniques qui leurs sont alloués ont également augmenté, du moins en ce qui concerne le contrôle de la population. **On a vu l'utilisation massive qui a été faites de drones, d'hélicoptères et de patrouilles fluviales pour surveiller et verbaliser plus efficacement** et jusque dans les endroits les plus isolés. La police a même utilisé un avion de la police au frontières pour tenter de mettre la main sur des plagistes rebelle à la Baule.

*« Ce week-end, le commissariat s'est appuyé sur un dispositif aérien pour assurer les contrôles à La Baule, Pornichet et Le Pouliguen. Le samedi, les trois stations balnéaires ont été survolées par un avion de la police de l'air et des frontières (PAF) basé à Rennes.<sup>16</sup> »*

Le contrôle des populations est au fondement de la pratique policière, une des fonctions premières des forces de l'ordre, en raison du confinement elle a largement supplanté toutes les autres et a changé de nature au passage. **La question est désormais de savoir si un individu a le droit d'être dans l'espace public ou non** (un problème d'habitude réservé aux sans-papiers, dans des modalités bien autres évidemment). L'ensemble des forces disponibles ont été réaffectées à cette tâche. La

---

<sup>14</sup> Idem

<sup>15</sup> Ouest France, *100 000 policiers et gendarmes mobilisés pour faire respecter le confinement*, 17/ 03/ 2020

<sup>16</sup> Ouest France, *La Baule : le respect du confinement surveillé par les airs*, 20/ 04 2020

police contrôle désormais partout, sur les plages, en montagne, dans les magasins et les quelques espaces verts qui ne sont pas fermés notre simple droit d'être là où nous sommes.

Le système d'attestation mis en place dès le début du confinement étant déclaratif, **les policiers ne se contentent pas de vérifier qu'on en ait une ou non, mais jugent aussi de la bonne foi** des personnes contrôlées ainsi que de la validité de leur attestation. C'est bien sûr dans cette appréciation que réside la dimension la plus arbitraire des contrôles.

A coup d'amende de 135 euros, 200 euros à la réitération et jusqu'à 3 750 euros et 6 mois d'emprisonnement dès la troisième infraction constatée dans une période de trente jours, gendarmes et policiers font régner l'ordre jusqu'à l'absurde.

Personnes verbalisées devant leurs maisons, vieille dame sanctionnée pour être allé à la fenêtre de son mari résidant en Ehpad<sup>17</sup>, ado prenant une prune pour être allez nourrir son cheval, ou amendes après vérification des courses : trop de gâteaux, trop de coca<sup>18</sup>.

Il était évident dès le départ que tout le monde ne respecterait pas le confinement. Pour certains (sans domiciles fixes) la chose est impossible, pour d'autres particulièrement durs : petits appartements, surpeuplés, insalubres etc... Quant à ceux qui doivent aller travailler, dans les secteurs essentiels, prolétaires pour la plupart, le dispositif peut paraître particulièrement injuste et absurde : métro ou RER, matin et soir, la journée a coudoyer des dizaines de collègues dans des entrepôts, à sonner deux cents fois pour livrer burger ou colis mais on ne pourrait pas passer cinq minutes le soir devant chez soi à parler avec quelques amis ?

Toujours est-il que des gens, au vu de leur situation personnelle choisissent de ne pas respecter le confinement. Rester dehors, allez jouer au foot à plusieurs, boire une canette au soleil. **Puisque c'est dans les quartiers populaires que se concentre la plus grande partie des personnes pour qui les conditions matérielles du confinement sont exécrables, c'est là qu'on y trouve le plus grand nombre de réfractaires.**

A ceux là, la réponse des forces de l'ordre est particulièrement violente. Depuis le début du confinement, fleurissent sur les réseaux à un rythme inhabituel des vidéos où forces de l'ordre humilient, frappent, gazent et passent à tabac des personnes principalement dans des quartiers populaires à Limoges, Toulouse, Strasbourg, Villeneuve-la-Garenne, Clichy etc.. La tension est telle qu'elle a fini par déclencher des émeutes dans de nombreuses villes de France<sup>19</sup> au même moment, une situation qui ne s'était sans doute pas vue depuis 2005<sup>20</sup>.

Bien évidemment la répression policière actuelle est liée à la situation particulière du confinement et au cadre juridique exceptionnel qui l'entoure, elle trouve une suite au tribunal. Rien ne nous permet de savoir pour l'instant combien de personnes se sont fait condamner pour non-respect du confinement mais on peut néanmoins constater la sévérité des sanctions telle que celle prononcée contre ce jeune Briochin de vingt ans

---

<sup>17</sup> La dépêche, *Tarn verbalisé pour avoir « stationné » devant la fenêtre de la chambre de son mari hébergé dans un Ehpad*, 13/04/ 2020

<sup>18</sup> <https://n.survol.fr/n/verbalise-parce-que>

<sup>19</sup> Le Monde, *De Clichy à Gennevilliers, des jeunes habités par un « sentiment d'injustice », des policiers dénoncent l'« impunité généralisée »*, 22/04/ 2020

<sup>20</sup> Les nombreux décès provoqués par la police depuis le 17 mars, ainsi que l'enregistrement d'une intervention de policiers d'Asnières à l'Isle Saint-Denis le 25 avril au soir, sont d'autres témoignage de cette violence des forces de l'ordre qui a augmenté durant la période de confinement.

condamné à deux mois de prison avec mandat de dépôt ferme pour 6 infractions en l'espace de deux semaines<sup>21</sup>.

### 3.

#### **Quelques réflexions sur la situation sanitaire**

**Débâcle économique, retour de l'État, adhésion de la population à l'idée d'un front commun contre la maladie, et augmentation du niveau et de la violence de la répression**, voilà d'après nous les conséquences importantes de la crise sanitaire en France. Suffisamment importantes pour conditionner nos possibilités de luttres et d'interventions après le confinement. Disons que cela définira le cadre dans lequel éclateront mouvements sociaux et émeutes.

**Selon nous il manque dans cette analyse, un élément majeur, l'effet qu'aura la crise sanitaire elle même sur la conscience collective.** L'impact des décès, des milliers de morts, de l'incapacité de l'État à faire front avec des moyens techniques et technologiques adéquats, le peu de respect avec lequel ont été traité les morts dans les Ehpad etc.. mais quelles seront les répercussions, de quelle nature et de quelle ampleur seront elles ? Cela semble très compliqué à dire maintenant

Interrogé sur le sujet, l'Historien Sréphane Audoin-Rouzeau, spécialiste de la guerre 14-18 ( dont un travail sur l'après 1918 ) répondait ceci à Médiapart:

*« À mes yeux, nos sociétés subissent aujourd'hui un choc anthropologique de tout premier ordre. Elles ont tout fait pour bannir la mort de leurs horizons d'attente, elles se fondaient de manière croissante sur la puissance du numérique et les promesses de l'intelligence artificielle. Mais nous sommes rappelés à notre animalité fondamentale, au « socle biologique de notre humanité » comme l'appelait l'anthropologue Françoise Héritier. Nous restons des homo sapiens appartenant au monde animal, attaquables par des maladies contre lesquelles les moyens de lutte demeurent rustiques en regard de notre puissance technologique supposée : rester chez soi, sans médicament, sans vaccin...<sup>22</sup> »*

N'est-ce pas allez trop vite ? Y a-t-il eu suffisamment de difficulté, de souffrances, de morts pour provoquer un « choc anthropologique » entraînant une nouvelle économie intellectuelle, une transformation radicale du rapport à soi, aux Hommes, à la civilisation. Il est permis d'en douter, car en France, et c'est le cas dans les autres pays gravement touchés, en dehors de certains territoires, l'Alsace typiquement, Belfort, la région parisienne l'épidémie a produit des dégâts plus mesurés, rien à voir avec une guerre<sup>23</sup>. Cette crise sanitaire aura sans doute des effets sur la façon de penser, de notre époque mais il nous semble que journalistes et intellectuels en font un peu trop sur le thème de : « Plus jamais comme avant ». Aucun doute que sans une transformation radicale du

---

<sup>21</sup> Ouest France, *Contrôlé plusieurs fois sans attestation, un Breton condamné à deux mois ferme*, 7/ 04/ 2020

<sup>22</sup> Mediapart, Sréphane Audoin-Rouzeau : « Nous ne reverrons jamais le monde que nous avons quitté il ysa un moi. », 12/ 04/ 2020

<sup>23</sup> La simple quantité de personne décédées n'est évidemment pas significative en soi, les attentats par exemple ceux de Charlie Hebdo et du 13 novembre 2015 mais encore plus ceux de 2001 on modifié quelques choses dans la façon de penser de cette époque avec bien moins de décès. Mais rien de comparables avec l'après guerre de 1918 et encore moins de celui de 1945.

capitalisme, caissières, routiers ou agents d'entretiens resterons payés aux lance-pierres et qu'on continuera de parquer les personnes âgées sans moyens dans des conditions déplorables. Et puis **ce genre de commentaire fait mine d'oublier que ce que ce virus, a soi-disant mis en lumière** comme la fragilité de l'hôpital public, l'importance de certains travailleurs sous-payés **est l'objet de nombreuses luttes**. Pas plus tard que l'année dernière le mouvement des gilets jaunes et la grève des urgences avaient mis ces préoccupations au cœur de leur combat.

Par ailleurs, que nous soyons ramenés à notre socle biologique par cette épidémie, s'entend, mais y a-t-il pour autant un sentiment partagé de perte de confiance dans la technologie comme semble le suggérer Stéphane Audoin-Rouzeau. Car de fait, il n'y a pas de crise de la technologie. Les pays les mieux organisés et les mieux dotés en moyens de dépistage, matériel de protections respirateur ou encore de traçage, sont les pays qui ont le mieux gérés l'épidémie : Taïwan, Singapour, la Corée du Sud, l'Allemagne, la Suède. A l'intérieur même du confinement, ce sont des outils numériques qui permettent le prolongement du travail mais aussi d'une partie de notre vie sociale. Dans ces conditions, pourquoi, **le retour, au premier plan de la pensée, de notre réalité biologique** et de sa fragilité (continuité de la prise de conscience écologique) **poussera-t-il nos sociétés vers des considérations technophobes ?** La chose n'est évidemment pas si simple. Dans les mouvements écologistes, tributaires pourtant dans leurs réflexions et leur genèse de tout un savoir scientifique (issu de découvertes technique), il existe une galaxie de réactions contre l'industrie, la machine, les progrès scientifiques. C'est sans doute seulement vers la fin de la lutte contre le Covid, lutte qui semble devoir durer encore quelques années, et en regard de la façon dont elle aura été menée que nous saisirons l'impact de cette crise sur la façon de penser de notre époque.

#### 4.

#### Faux amis

D'autres considérations manqueraient si l'on souhaitait décrire la situation dans son entièreté : dysfonctionnements de l'Union européenne, affrontement entre la Russie et les États-Unis à travers le pétrole, entre la Chine et les États-Unis au travers de l'OMS ou encore conséquences du confinement sur les plus exposés d'entre nous (sans-papiers, personne à la rue, enfants maltraités, handicapés mais aussi populations au bord/ de la famine et privés d'aide alimentaire).

Mais ce que l'on cherchait à faire ici, c'est de **discerner les éléments qui vont nécessairement conditionner nos existences et nos possibilités de lutte, après le confinement**. S'il nous faut trier, distinguer, classer, hiérarchiser les événements tout en essayant d'appréhender l'ensemble, de ne pas analyser le réel par miettes, c'est pour se donner les moyens d'intervenir une fois le confinement fini. Penser la situation avec rigueur, surtout en ce moment, sous cette vague d'informations subies, sans que nous ne soyons à même de prendre part à la réalité et donc de nous y confronter autrement qu'à travers les médias ou les réseaux sociaux.

Ce « nous » c'est celui, des personnes ayant vu dans les gilets jaunes une possibilité insurrectionnelle, qui les ont soutenus, rejoints et espèrent que chaque mouvement, chaque lutte améliorera les conditions de vie des prolétaires, les garanties de tous en termes de libertés, et nous rapprochera d'un affrontement décisif avec l'État comme structure et le capitalisme comme rapport social. **Ce nous, c'est le nous des révolutionnaires.**

Depuis le début du confinement, beaucoup de textes ont été publiés, parce qu'en France on a l'habitude d'appeler le milieu<sup>24</sup>. Si certains ouvrent des perspectives intéressantes, on a tout de même à les lire une impression désagréable provoquée par deux sentiments différents. **Le premier**, que le milieu manque parfois singulièrement, d'imagination et de réflexion. Beaucoup rabâchent les mêmes choses qu'avant la crise, considérant qu'en tout point celle-ci vient confirmer leurs analyses précédentes, Nostradamus qu'ils sont. D'autres, en bon gestionnaire de leur pré carré intellectuel et politique se sont empressés d'écrire sur les conséquences du confinement pour les femmes, pour les non-valides, pour les racisés etc.. **Le second**, c'est qu'à la sortie du confinement plus que jamais il faudra combattre les faux amis car certains de ces textes développent positions et propositions anti-révolutionnaires voire mortifères. Reprenons les plus importantes d'entre elles pour les déminer.

## **Communauté contre État/ Capitalisme**

A.

Le constat de départ de cette proposition est simple, l'État et le capitalisme ne seraient pas en mesure, de prendre en charge la vie des plus pauvres et des plus fragiles (particulièrement en temps de crise). On le partage en partie, le capitalisme s'en fout, c'est un système de production et de distribution qui n'a précisément pas comme fonctionnement, l'allocation de ressources suffisantes à la vie de tous. S'il est parfois contraint à des aménagements, à des concessions sociales, pour se maintenir, c'est toujours par pressions extérieures. En ce qui concerne l'État c'est un peu différent, en dehors de son aliénation aux logiques du capitalisme, son inefficacité pour les tenants de la communauté, serait question d'échelle, incapable de faire dans le détail. Nourrir les gens sans emploi, loger les gens à la rue, ravitailler les personnes à risques qui ne peuvent sortir nécessiterait une logistique plus fine, à *taille humaine*. La solution pour pallier à ces manquements serait donc la communauté, autour du quartier mais aussi du travail, des pratiques sexuelles voire de la fameuse race social.

**Il y a dans ce type de discours une volonté de se convaincre qu'on peut faire dès maintenant aussi bien et même mieux que le système actuel**, comme pour se rassurer, comme si cela était nécessaire d'avoir une solution en kit pour vouloir transformer la réalité.

*« Nous croyons que nous avons déjà tout ce qui est nécessaire pour survivre et pour faire exister les systèmes et les mondes dont nous rêvions<sup>25</sup> ».*

Dans cette proposition, on oublie un peu rapidement tout ce que l'État a fait dans cette crise : réquisitions de logements, aide aux plus démunis (fusse au travers des moyens accordés à des ONG), continuité scolaire à minima, et bien sûre prise en charge des malades du Covid (dont on voit mal ce que les « communautés » en feraient maintenant). **Loin de nous l'idée de considérer l'État comme une forme d'organisation sociale souhaitable ou indépassable, mais la réalité c'est qu'il existe maintenant et que**

---

<sup>24</sup> Nébuleuse de groupes situés à la gauche de Mélenchon et du NPA plus ou moins liés entre eux par certaines pratiques (le fait d'aller en manifestation d'une certaine manière) des discours (le féminisme par exemple) mais aussi des espaces sociaux spécifiques (bars, squats).

<sup>25</sup> Contrepoints, *Entraide en contexte de pandémie*

**c'est lui qui organise la lutte contre le Covid.** Considérer qu'une forme de solidarité communautaire, permettrait d'ors et déjà de prendre en charge une crise sanitaire telle que celle-ci relève au mieux du fantasme, au pire du délire.

B.

Ceci dit que les prolétaires s'organisent dans l'immédiat pour leur survie matérielle, et leur épanouissement ne pose aucun problème, et il y a une longue histoire du mouvement révolutionnaire autour de cette nécessité (bourses du travail, société d'entraides mutuelles, mouvements sportifs ouvriers etc..). Néanmoins, on peut discuter de savoir si la proposition communautaire est bien issue de cet héritage, si fondamentalement elle a bien comme genèse, le besoin d'entraide matérielle.

**D'après ce qu'on en comprend, il y a surtout au cœur du désir communautaire, la considération, que les métropoles et les nouvelles formes du travail, ont produit des existences peu enviables :** individu noyé dans la masse avec une existence sociale moribonde, emploi sans intérêt vide de sens. La solution envisagée à ce problème existentiel aux racines matérielles c'est le regroupement, une forme d'habitat et d'organisation sociale à petite échelle où tout retrouve du sens vu qu'on le fait pour la communauté (immédiatement perceptible en termes d'individus ). C'est le fantasme du retour au village qui comporte un aspect de contrôle social extrêmement violent en raison de la proximité affective et réelle des individus qui se contrôlent.

*« La condition de possibilité du communalisme, c'est tout sauf « chacun-e fait ce qu'elle veut ». Car le communalisme engage. [...] Dans le communalisme, il y a le principe de l'auto-organisation de ses membres et le droit de sanction : l'idée n'est pas de se surveiller, mais de s'assurer qu'il n'y a pas d'abus.<sup>26</sup> »*

Pour couronner le tout, on fait semblant de croire, que communauté après communauté, la sécession se fera avec l'État et le capitalisme jusqu'à la belle mort de ceux-ci. Un genre de révolution sans casser d'œufs, ni se fendre une rotule. Une utopie future qui justifie son retrait dès à présent de la lutte.

### **Notre monde a engendré l'épidémie il faut en finir avec ce monde**

La transmission des maladies de l'animal vers l'Homme, (anthropo-zoonose) est en grande partie liée aux activités de l'Homme, déforestation, élevage intensif, transport d'animaux. La diffusion rapide des maladies humaines est liée à la fois à l'importance de la population humaine sur terre, sa concentration et les échanges constants qui existent à travers la planète (flux de marchandises et d'Hommes)<sup>27</sup>. **Le monde actuel est le terrain idéal pour le développement et prolifération d'épidémie. C'est pourquoi nous connaissons une période d'anthropo-zoonose importante** et qui n'avait eu comme précédent que la sédentarisation des Hommes.

A cette réalité scientifique, la réaction de certains est "finissons en avec ce monde". Ce qui, si on fait l'effort de définir « monde » dans ce contexte aboutit à une réflexion malthusienne et anti-moderniste. Il y a trop de monde sur Terre, il faut mettre une croix sur les possibilités qu'offrent le train, l'avion et le transport maritime, dé-mondialiser, relocaliser. **Cette logique est proche d'une écologie qui en prétendant s'attaquer à au capitalisme, à la destruction du vivant, s'en prend à la technique et à la science.**

---

<sup>26</sup> Idem

<sup>27</sup> Dndf.org, Revue Chuang : Contagion sociale : Guerre de classe microbiologique en chine.

Il faudrait en finir avec l'hybris de l'humanité qui veut comprendre et dompter les forces de la nature. Du constat de problèmes provoqués par les activités de l'Homme (risque épidémiologique, fragilité des écosystèmes) que toutes pensées révolutionnaires doit prendre en compte, ne serait-ce que parce que ces problèmes toucheront de plein fouet les plus pauvres, on glisse rapidement vers une morale réactionnaire.

### **Nous sommes le problème... donc le virus est la solution**

« Nous sommes le problème », cette phrase à beaucoup circulé sur les réseaux, accompagnant chaque article parlant des chutes de CO2 lié à la diminution de l'activité humaine et la moindre vidéo de chèvres, phoques, dauphins ou canards ayant repris possession d'un espace anthropisé. Il y a dans cette « réflexion » plusieurs choses qui s'entremêlent, **des pulsions et désirs morbides** sans aucun doute, **une conscience de l'impact des activités humaines sur le monde vivant et enfin un rapport religieux ou du moins mystique à la vie et à la nature.**

Si l'on est vraiment athée jusqu'au bout des ongles, que nous importe la préservation de la nature pour elle même, sans hommes pour la voir, la contempler, la comprendre, en tirer partie. Si l'on ne croit en aucun dieu, aucune force divine, l'existence de la nature n'a pas plus de sens que la nôtre, moins même, puisque l'humanité se donne du sens. Et c'est d'ailleurs le processus en cours dans la réflexion « Nous sommes le problème », on donne du sens à nos vies à notre monde en en donnant à la nature. Que peut bien avoir comme signification pour le règne animal la chute du trafic aérien où le calme dans les eaux de Venise. Ce ne sont là que des opportunités.

Une petite phrase accompagnant une photo sur Twitter est une chose, mais publié un texte, qui plus est traduit en 14 langues, sur un site régulièrement consulté et partagée comme l'est le tristement célèbre lundi.matin voilà tout autre chose. Encore une fois nos « amis » n'ont put se retenir. Feignant de donner la voix au virus pour vomir leur logorrhées si mondaines.

*« Si vous n'aviez pas changé toute l'étendue hier encore luxuriante, chaotique, infiniment peuplée du monde ou plutôt des mondes en un vaste désert pour la monoculture du Même et du Plus, je n'aurais pu m'élancer à la conquête planétaire de vos gorges. Si vous n'étiez presque tous devenus, d'un bout à l'autre du dernier siècle, de redondantes copies d'une seule et intenable forme de vie, vous ne vous prépareriez pas à mourir comme des mouches abandonnées dans l'eau de votre civilisation sucrée ».*

*« Remerciez-moi plutôt. Sans moi, combien de temps encore aurait-on fait passer pour nécessaires toutes ces choses inquestionnables et dont on décrète soudain la suspension ? La mondialisation, les concours, le trafic aérien, les limites budgétaires, les élections, le spectacle des compétitions sportives, Disneyland, les salles de fitness, la plupart des commerces, l'assemblée nationale, l'encasernement scolaire, les rassemblements de masse, l'essentiel des emplois de bureau, toute cette sociabilité ivre qui n'est que le revers de la solitude angoissée des monades métropolitaines : tout cela était donc sans nécessité, une fois que se manifeste l'état de nécessité. »*

Dire que la crise écologique est un problème, oui, pour l'Homme avant tout, s'exciter ou se réjouir qu'un virus vienne « nettoyer » la terre est par contre une incroyable<sup>28</sup> saloperie, quelque soit les fausses intentions littéraires qu'on se donne pour l'exercice. D'autant que pour lundi.matin le virus n'est pas la solution uniquement face à la crise écologique mais contre des désagréments civilisationnels aussi insupportable que le « spectacle des compétitions sportives. ».

« Le premier pongiste, Je l'expédie avec les honneurs qu'on lui doit !  
Que tous ceux qui veulent mourir lèvent le doigt »

**Pour nous la chose est claire on ne peut être révolutionnaires et mépriser la vie humaine de cette manière.** C'est le genre de contradiction qui devrait se régler en AG et en manifestation à grands coups de : « Ferme ta gueule ! »

## 5.

### Une fois qu'on sortira

La fin du confinement ne sera pas une sortie sèche, comme on dit en prison, ça on l'a bien compris. Il y aura sans doute toujours attestations, contrôles et interdictions, même si celles-ci seront assouplies. On imagine donc que la police se maintiendra en nombre dans l'espace public pour faire respecter l'ordre.

**Pour l'État l'enjeu est de taille il faut réussir à faire repartir la machine économique, sans trop desserrer l'étau que l'épidémie ne reprenne pas de suite, le tout dans une ambiance explosive.** Tensions provoquées par une mauvaise gestion de la crise sanitaire ainsi que par la répression policière et appauvrissement généralisé de la population risquent de se combiner et pourquoi pas de faire repartir les restes encore fumants du mouvement des gilets jaunes. La crise économique d'après-confinement, qui ne manquera pas d'être une crise sociale peut transformer chaque faux pas du gouvernement en étincelle.

Ceci dit la situation sera également complexe pour nous, au déconfinement pas d'espace public ouverts, pas d'universités, de bar pour se réunir échanger, s'organiser (à dessein sûrement). Ce qui sera probablement accompagné d'une limitation du nombre de personnes ayant le droit de se réunir (dans un parc par exemple). Hors reprendre la lutte après cette période nécessitera qu'on se voit, qu'on se parle. Sortir chacun de ses délires individuels, essayer ensemble de prendre pieds dans une situation qui sera plus hostile qu'avant, en se demandant concrètement : « Alors, qu'est ce qu'on fait ».

Se parler d'autant plus que l'adhésion d'une partie de nos compagnons de lutte à l'idée d'unité nationale, (fut-elle différente de celle envisagée par le gouvernement) qui sous entend une certaine trêve de la conflictualité sociale ou du moins de ses modalités les plus combatives, occupation, manifestations, blocages est réel.

Mais il faut se rappeler que les si les GJ ont commencé brillamment leur lutte, c'est parce qu'il y avait une rage dû à une détresse matérielle réelle et la volonté terrible, de louvoyer entre les échecs de ce qu'ils connaissaient de la politique (représentation, manifestation spectacle etc..). et il se pourrait bien que ces deux conditions soient à nouveaux réunis dans quelques semaines.

**Michel**

---

<sup>28</sup> Ceci dit après un texte comme la guerre véritable, que pouvions nous attendre de ces gens là.

